

COMITÉ DE LA RIVE GAUCHE DU RHIN

16, RUE D'AGUESSEAU, PARIS

APPEL DES LORRAINS DÉSANNEXÉS

Que l'Allemagne soit rejetée politiquement et militairement au delà du Rhin;

Que la Rive gauche, avec ses annexes nécessaires, soit constituée en un ou plusieurs États indépendants et protégés ;

Que le bassin de la Sarre et Landau soient réincorporés à la France :

Voilà ce que demandent tous les Lorrains désannexés et le Conseil municipal de Metz, à l'unanimité.

M. Prevel, maire de Metz, s'est rendu, la semaine dernière, à Paris, pour remettre en mains personnelles,

à M. POINCARÉ, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
à M. CLEMENCEAU, *Président du Conseil et Ministre de la Guerre*,
à M. DUBOST, *Président du Sénat*,
à M. DESCHANEL, *Président de la Chambre des Députés*

le vœu suivant, qui a déjà reçu la publicité de la presse locale :

Metz, 9 avril 1919.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Maire, les Adjoints et le Conseil Municipal de la Ville de Metz au complet, constitués en Section Lorraine du « Comité de la Rive Gauche du Rhin » et se ralliant entièrement au programme de ce Comité, prennent la respectueuse liberté de vous exposer leurs inquiétudes, en présence de la situation actuelle et les vœux qu'ils forment pour que le traité de Paix, qui doit clôturer la terrible guerre déchainée par la soif de rapines et de conquêtes de l'Allemagne,

4° Lb 57
16686

Don 70.03054(43)

contienne les garanties nécessaires pour rendre impossible le retour d'un fléau pareil à celui qui vient de ravager le monde.

Il semble que la générosité naturelle du caractère français soit en train de prendre le dessus sur l'implacable devoir de justice qui s'impose aux vainqueurs de l'Allemagne.

Il semble qu'en haut lieu, on se laisse émouvoir par les plaintes de ce peuple hypocrite de bandits et de barbares qui, au début de la guerre, alors qu'il se croyait sûr de la victoire, martyrisait cruellement et tuait froidement hommes, femmes et enfants, **déclarant ouvertement qu'il fallait anéantir la race française.**

La Guerre a coûté à la France 1 500 000 de ses meilleurs hommes; au moins autant sont mutilés et infirmes pour le restant de leur vie. Des milliers de Français sont ruinés et sans toit, des Départements entiers sont anéantis, des centaines de Villes ou de Villages sont détruits; la France est endettée de plus de 100 milliards par cette guerre criminelle, voulue, préparée et déchaînée par l'Allemagne; ses usines, ses houillères, ses industries sont ruinées et improductives pour des années; et, au milieu de toutes ces ruines et de toutes ces désolations, il se trouve, paraît-il, des gens qui osent dire que la France doit seulement rétablir sa frontière d'avant 1870 et se garder de toute annexion qui serait la source d'une nouvelle guerre future!

Ceux qui propagent ces idées ne sont-ils pas plutôt des agents à la solde de l'Allemagne que des Français? **Ont-ils réfléchi que se contenter des frontières de 1870, c'est laisser la France amoindrie, puisque l'étendue de son territoire ravagé et le nombre de ses enfants tués dépassent de beaucoup la surface du territoire et le nombre des habitants recouverts en Alsace-Lorraine!**

Nous, Lorrains, qui connaissons à fond l'Allemand, pour avoir vécu un demi-siècle à son contact immonde, écrasés sous sa botte, nous frémissons d'indignation quand nous entendons prôner de viles idées et nous tremblons pour la France qui, malgré la guerre, ne connaît pas encore le danger allemand tel qu'il est.

Et c'est parce que nous connaissons l'Allemagne et sa duplicité que nous nous permettons de venir vous dire, Monsieur le Président, que si le futur traité de Paix n'impose pas à l'Allemagne une frontière naturelle infranchissable, la France aura subi en vain tous les sacrifices qu'elle a faits dans cette guerre, car, avant dix ans, l'Allemagne se sera réorganisée et se ruera à nouveau sur la France pour venger son échec de 1914 et son humiliation actuelle; en un mot, la France aujourd'hui victorieuse, aura en réalité perdu la guerre.

En vous disant ces choses, ce n'est pas seulement à l'élan de notre cœur que nous obéissons, de ce cœur si fidèlement attaché à la France et qui la veut Grande et Victorieuse, mais c'est aussi au désir de sauvegarder notre propre sécurité qui va se trouver compromise.

Si la frontière redevient ce qu'elle était en 1870, c'est notre pays qui constituera cette frontière, et quand viendra la prochaine et inévitable ruée allemande, c'est nous alors qui subirons l'invasion allemande avec toutes ses atrocités, — atrocités qui seront d'autant plus barbares que l'Allemagne voudra se venger de l'injure que vient de lui faire l'Alsace-Lorraine

en acclamant la France qui l'a libérée; et c'est notre Pays qui sera ravagé et anéanti, comme viennent de l'être les provinces du Nord de la France!

Nous ne voulons pas rester exposés à ce danger terrible; nous voulons qu'une large étendue de territoire se trouve entre nous et l'envahisseur; nous voulons qu'une frontière naturelle et difficilement franchissable qui ne peut être que le Rhin sur tout son parcours, nous protège contre les appétits germaniques inassouvis et permette à nos soldats de contenir l'ennemi sur son propre territoire.

Eh quoi! diront certains esprits rêveurs et utopistes, **annexer toute la Rive gauche du Rhin, alors qu'on a proclamé qu'on ne voulait point d'annexion!**

Nous répondrons à cela : ce n'est pas annexer que de prendre les précautions indispensables contre les incursions d'un voleur ou d'un assassin. Et d'ailleurs, les grands principes actuels ne veulent-ils pas que les peuples disposent librement d'eux-mêmes!

Or, dès aujourd'hui, la vallée de la Sarre et les régions de Trèves et de Mayence ne manifestent-elles pas le désir de redevenir françaises?

La France devra occuper des gages en Allemagne aussi longtemps que celle-ci n'aura pas soldé les ravages qu'elle a faits en France et les dépenses de la guerre qu'elle a déchaînée. Bien avant que ceci soit chose faite, toute la Rive gauche du Rhin ne voudra plus entendre parler d'être remise sous la domination allemande, parce qu'elle sera déjà ralliée à la civilisation française; il suffira alors de se conformer aux vœux qu'émettront ces Régions; **mais avant tout, il faut que la France et notre Lorraine jouissent d'une entière sécurité.**

D'ailleurs, la Rive gauche du Rhin est territoire prussien et **la Prusse est l'instigatrice de la guerre.** Elle doit, plus que les autres encore, en supporter les conséquences!

Tel est, Monsieur le Président, notre vœu le plus ardent, et nous vous supplions d'user de toute votre influence pour en amener la réalisation.

Nous le répétons : s'il n'en est pas ainsi, tous les cruels sacrifices que cette guerre a imposés à la France auront été inutiles, car la menace allemande continuera à être aussi dangereuse qu'avant 1914.

Au nom de la France, au nom de tous ses Morts, au nom de notre Lorraine si longtemps opprimée et si heureuse d'être redevenue française, faites que cela ne soit pas!

Les craintes que nous vous exprimons ici, la Ville de Metz tout entière et toutes les Communes de notre Pays de Lorraine les partagent et, sous peu, toutes vous adresseront la même supplique et vous crieront comme nous : « Pas de fausse pitié pour l'Allemagne indigne de toute compassion! »

Que la France songe avant tout à sa sécurité et à la nôtre, et se mette à l'abri derrière la tranchée naturelle que constitue le Rhin; par conséquent, que **la future frontière qui séparera l'Allemagne de la France soit la Rive droite du Rhin.**

Que l'Allemagne soit rejetée politiquement, militairement et économiquement au delà du Rhin. C'est à ces conditions seulement qu'une Paix durable sera assurée; c'est ce qui va vous être

demandé par les innombrables signatures de Lorrains couvrant les nombreuses suppliques qui vous seront prochainement adressées.

Confiants en vous, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à nos sentiments très respectueux.

Ont signé :

Le Maire de Metz,

V. PREVEL.

Les Adjointes,

JUNG, DIETSCH, LÉONARD, LENTZ, LOTZER, MADAME DE THURY.

Les Conseillers municipaux :

BERNANOSE, CHRISTMANN, TABARY, FENDT, HOUPERT, HARMAUX,
BOUVIER, CHARPANTIER, MURER, VAUTRIN, BEQUER, WINSBACK,
TILLEMENT, FEDERSPIEL, ARNOS, JOUIN, LEGRIS, M^{me} DE SAULCY,
SAMUEL, BONNION, LACROIX, CHEVALLIER, CHAZELLES, MARET,
GUENSER, URBAIN AINÉ, PETER, MACHINO.

L'exemplaire de cette pétition remis à M. Clemenceau, porte la finale suivante :

Monsieur le Président du Conseil,

Vous avez été l'artisan de la Victoire et, par conséquent, de notre libération; nous vous en supplions, ne laissez pas saboter votre victoire; assurez notre propre avenir, en insistant, avec l'énergie indomptable qui vous distingue, pour que la France recueille les justes fruits de sa victoire et assure par là son avenir et le nôtre.

Le Comité central de la Rive gauche du Rhin, siégeant à Paris, 16, rue d'Aguesseau, ému par ce cri d'alarme poussé par la ville de Metz et toute la Lorraine désannexée, en a voté l'impression et la diffusion dans sa séance du 18 avril 1919.

Aux Français, à présent, d'entendre cet appel, pendant qu'il en est temps encore!

Aux Français, d'appuyer énergiquement le vœu de leurs frères Lorrains que nos soldats viennent d'arracher à l'esclavage allemand!

Que les Conseils généraux, les Conseils municipaux, les Chambres de Commerce, les Associations d'anciens Combattants et d'Ouvriers, les Groupements et Fédérations de tout ordre, expriment le même vœu et organisent, eux aussi, des Pétitions aux Pouvoirs publics!

C'est aux Français qu'il appartient de désigner ce qu'ils considèrent comme indispensable à la sécurité de la France.

Pour le Comité et par délégation,

Le Secrétaire adjoint : A. BUREL.

